

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Deuxième souffle ?

LA Régie Renault, par l'intermédiaire de sa division véhicules industriels, va donc s'implanter sur le marché américain. Envisagée comme un simple accord commercial, l'association entre la Régie et le constructeur américain de poids lourds Mack s'est vue doublée d'une prise de participation financière du groupe français s'élevant à 20 % du capital de Mack. L'opération coûte 500 millions lourds à l'entreprise nationale qui devient ainsi actionnaire de la 2^e firme américaine de poids lourds.

L'intérêt de l'opération est manifeste qui permet à Renault d'accéder à un marché américain représentant le tiers du marché mondial du véhicule industriel tandis que le marché français n'en représente que 20 %. D'ailleurs, la Régie est le quatrième groupe européen du poids lourd qui, depuis moins de deux ans, effectue cette traversée de l'Atlantique. Les uns comme les autres entendant bien tirer partie d'une conjoncture qui leur est favorable.

En quoi consiste-t-elle ? Le premier facteur, c'est la baisse du dollar elle-même, le second c'est une avance technologique des constructeurs européens dans le domaine du diesel. La deuxième phase du plan de redressement se traduisait pas un nombre important de licenciements, ce qu'on appelle dans les discours froids des conseils d'administration « de nécessaires dégraissages ». L'opération licenciements était, elle-même, doublée d'une autre qui s'appelle « réalisation de gains de productivité », traduisez : cadences accrues, insécurité, déqualification.

Banale opération financière, direz-vous ? Pas tout à fait, surtout lorsqu'elle vient juste après la prise de participation de la CGE dans le trust anglais « Général Occidental ».

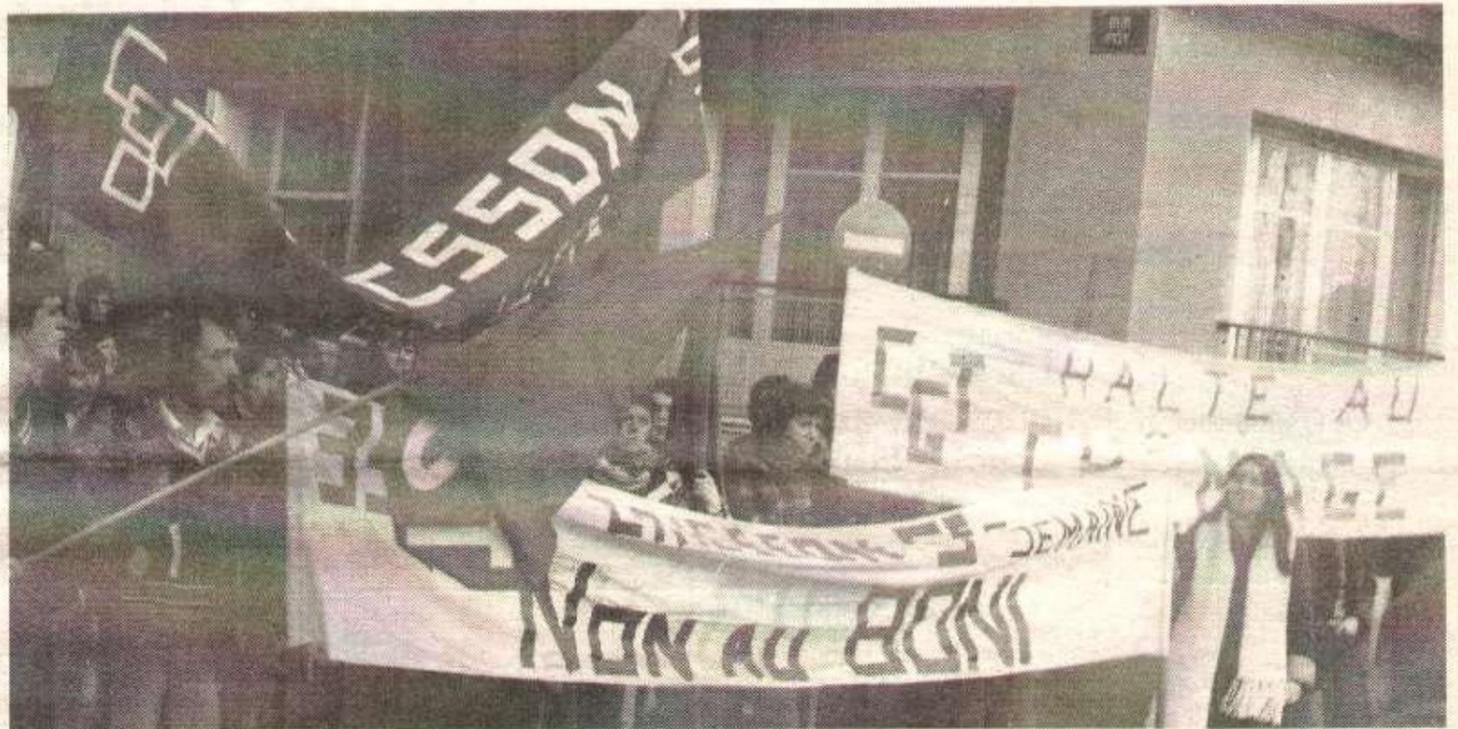
Il y a quelques années, l'industrie française du poids lourd était dans le marasme, Berliet en particulier. Intervenant alors la fusion entre Berliet et Saviem sous l'égide de la Régie. La deuxième phase du plan de redressement se traduisait pas un nombre important de licenciements, ce qu'on appelle dans les discours froids des conseils d'administration « de nécessaires dégraissages ». L'opération licenciements était, elle-même, doublée d'une autre qui s'appelle « réalisation de gains de productivité », traduisez : cadences accrues, insécurité, déqualification.

Aujourd'hui, c'est le temps du deuxième souffle, celui d'une agressivité retrouvée qui doit permettre la conquête de nouveaux marchés, de nouveaux profits. Le fait qu'il s'agisse précisément du marché américain ne vient-il pas s'inscrire en faux contre la théorie d'une fatale vassalisation des monopoles français. Renault, monopole d'État de dimension multinationale (Espagne, Argentine, pays de l'Est et États-Unis), n'offre-t-il pas le modèle de la gestion de la crise capitaliste sur le dos des travailleurs et du redéploiement ?

Pierre MARCEAU

Ericsson - Brest : première victoire

Les ouvrières de la téléphonie ont réussi à obtenir une première victoire contre le plan de restructuration de ce secteur et les licenciements qui s'en suivent



Le 9 mars à Brest, Manifestation des ouvrières d'Ericsson. Ce même jour, la caravelle en partance de l'aéroport de Guipavas sera bloquée. (Photo correspondant Brest)

Voir article page 3 et dossier page 8

ACCORD EGYPTO-ISRAËLIEN

Les réactions dans le monde arabe

L'ACCORD de paix séparée israélo-égyptien, ratifié lundi par le gouvernement sioniste après beaucoup de difficultés, devrait être signé officiellement lundi prochain à Washington. Il doit auparavant être encore approuvé par la Knesseth, le Parlement israélien.

Alors que le conseiller de Carter, Brzezinsky, était en Jordanie et en Arabie Saoudite pour tenter, sans succès, de rallier ces deux pays à l'accord entre l'Égypte et Israël, le premier ministre égyptien, Mustafa Khalil, a révélé dimanche, pour la première fois, les termes de l'accord qui devrait être signé d'ici quelques temps entre Sadate et Begin.

A la première lecture de ce texte, et en tenant compte qu'il s'agit d'une interprétation égyptienne du traité, il semble que les dirigeants sionistes aient été amenés à faire un certain nombre de concessions importantes, portant notamment sur l'avenir des territoires occupés. Il convient cependant de se montrer

réserve sur la réalité de la mise en application de ce projet. Alors que l'accord n'est pas encore signé, les premières différences d'interprétations apparaissent, en effet, déjà entre Le Caire et Tel Aviv.

La plus importante connue a trait pour l'instant à la manière dont l'accord envisage le futur statut de Jérusalem.

D'après les révélations du premier ministre égyptien et les commentaires de la radio égyptienne « le traité prévoit que Jérusalem est se trouve à l'intérieur des frontières de la Cisjordanie et que conformément au traité, les frontières de Cisjordanie et de Gaza sont ce qu'elles étaient en 1967. »

Jérusalem devrait donc obtenir l'autonomie avec la Cisjordanie. Son de cloche différent en Israël où le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a déclaré, que « selon la loi israélienne, promulguée en 1967, Jérusalem a été unifiée et qu'il ne saurait être question d'un partage entre l'Est et l'Ouest ». Les relations égyptiennes sur le traité comprennent de nombreuses inexactitudes qui apparaîtront à la publication du texte officiel, a-t-il également ajouté.

A Washington, aucun commentaire n'a été fait à l'annonce des révélations égyptiennes des clauses du traité, signe d'un évident embarras.

Dans les pays arabes, de nombreuses réactions hostiles à cet accord ont été rendues publiques. Après l'OLP et la Syrie, celle de la Jordanie. Mais le souci de sauvegarder l'unité arabe a conduit certains pays à modérer leurs appréciations. C'est le cas de l'Arabie saoudite. Certes, elle a marqué sa désapprobation à l'égard d'une telle « Initiative de paix séparée », cependant le roi Fayçal d'Arabie a précisé qu'il n'entendait pas prendre de sanctions économiques contre l'Égypte.

Dans les territoires occupés, enfin, les manifestations contre le traité, organisées à l'appel de l'OLP, n'ont pas cessé depuis une semaine.

Des heurts se sont produits ces derniers jours à Jérusalem, Ramallah et à Naplouse où l'armée sioniste a pénétré dans un collège pour y effectuer des arrestations.

Le couvre-feu a été instauré dans plusieurs villes de Cisjordanie.

(Suite page 3)

E=MC²

C'EST en raison du traité de paix et d'amitié qui allait être signé un mois après avec un gouvernement qui n'existait pas encore à l'époque où les troupes vietnamiennes ont pénétré au Cambodge au début du mois de janvier. C'est du moins ce qui ressort d'une déclaration du ministre des Affaires étrangères du gouvernement fantoche de Phnom Penh.

A l'heure où l'on fête le centenaire de la naissance d'Einstein, on ne pouvait assurément rendre un plus singulier hommage au père de la théorie de la relativité du temps.

Serge FOREST

Voir page 5 un document
Luttes ouvrières et stratégie unitaire
par D. OUAKI et D. LAPOSTRE

Le problème basque (2)

La clé du problème c'est l'autodétermination

HIER, nous avons reproduit une interview de Mario Grande, membre du comité central de l'ORT, présentant le problème basque dans son contexte historique. Aujourd'hui, nous abordons la situation actuelle, l'évolution des différentes forces politiques, notamment depuis les élections du 1er mars dernier. Bien des interrogations pèsent sur l'avenir du Pays Basque. Une chose est sûre, la base d'un règlement du problème basque acceptable par le peuple implique la reconnaissance du droit à l'autodétermination.

Les élections du 1er mars dernier ont permis de constater l'évolution des diverses forces politiques. Incontestablement le parti le plus important est le PNV (Parti national basque), créé au cours du 19e siècle. Il a aujourd'hui huit députés, mais il vient de perdre bon nombre de voix si on compare aux élections de 1977. Ce recul n'est guère étonnant étant donné que depuis un an et demi qu'il siège au Parlement, le PNV n'a pas réussi à obtenir le statut particulier tant réclamé.

Le parti gouvernemental, quant à lui, est largement gagnant, accroissant son influence aux dépens, notamment du PSOE. Quant au PCE, il n'a pas de députés au Pays Basque obtenant aux alentours de 3 à 5 % des voix selon les provinces.

SUCCES DES INDEPENDANTISTES

Deux organisations se prononçant en faveur de l'indépendance, le Euzkadiko Eskerra (gauche Basque) et Herri Batasuna (Unité populaire) ont obtenu respectivement un et quatre députés. Herri Batasuna s'est présenté ouvertement comme l'organisation légale de l'ETA, influente surtout en Biscaye et en Guipuzcoa elle a recueilli au total cent soixante-dix mille voix au dépens du PNV, surtout au sein de la jeunesse.

QUE VA FAIRE L'ETA ?

Que va faire désormais l'ETA ? Va-t-il poursuivre sa politique terroriste ou s'engager avant tout dans la

de Franco y sont encore puissants et capables d'organiser un coup d'Etat comme ils l'ont montré en décembre l'an dernier. Les fascistes ont également progressé lors des dernières législatives.

LE DROIT A L'AUTO-DETERMINATION

Seule l'obtention par le Pays Basque du statut qu'il revendique depuis un siècle, ainsi que la reconnaissance de son droit à l'autodétermination pourra être de nature à résoudre ce qui reste aujourd'hui le « problème basque ».

C'est d'ailleurs sur cette base en ce qui concerne cette question, que les marxistes-léninistes espagnols ont réalisé leur unification, afin que soient respectés les droits du peuple basque, comme de tous les autres peuples d'Espagne et pour que soit renforcée la démocratie élargie.

Evelyn LE GUEN

La situation politique aujourd'hui au pays basque, est-ce le fascisme ?

Sous le franquisme, le Pays Basque subissait, de la part de l'Etat, une oppression barbare encore plus forte que dans les autres régions du pays. Qu'en est-il aujourd'hui ?

On peut toujours constater que les forces armées et la police y sont plus importantes qu'ailleurs et s'y livrent encore à ces exactions dignes du temps de Franco. Alors peut-on dire que le fascisme existe toujours au Pays Basque ? Pour le peuple espagnol qui a subi le « fascisme » pendant quarante années durant, ce terme veut dire quelque chose de précis, à savoir l'interdiction totale pour quiconque de l'opposition, même modérée, de s'exprimer sous peine de risquer la prison.

Aujourd'hui ce n'est pas le cas, même au Pays Basque pouvait-on imaginer sous Franco de voir l'ETA ou tout autre parti faire de la propagande ouverte contre le gouvernement, contre la bourgeoisie ? Affirmer que ce n'est plus le fascisme ne revient pas à dire que toutes les libertés du peuple sont assurées. Toute démocratie bourgeoise a ses limites.

De même il ne s'agit pas de blanchir l'attitude du gouvernement espagnol qui refuse toujours de satisfaire les droits du peuple basque et lui répond par la violence policière et les arrestations. Cette attitude risque encore de s'aggraver, le parti gouvernemental, l'UCD, ayant accru son influence tant nationalement qu'au Pays Basque lors des dernières élections.



Manifestation dans les territoires occupés.

ACCORD EGYPTO-ISRAELIEN

La version égyptienne de l'accord

Voici les principaux points de l'accord tel qu'il a été révélé par le premier ministre égyptien.

Le préambule de cet accord précise qu'il est fondé sur la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU et qu'il est conçu comme « un pas important sur la voie de la paix globale dans la région ». Les principaux chapitres abordés sont :

— Un retrait par étape du Sinaï par tous les militaires et civils israéliens sur une durée totale de trois ans. La première phase,

comprenant la restitution à l'Egypte de ses puits de pétrole, devrait durer neuf mois. Ce sont les forces de l'ONU qui garantiraient la frontière égypto-israélienne.

— L'établissement de relations diplomatiques. Celles-ci devraient être effectives dix mois après la signature de l'accord, après la première étape de retrait israélien. L'état de guerre, lui, cesserait immédiatement après la signature de l'accord.

— Le passage par le canal de Suez serait libre pour les navires israéliens.

— Cet accord n'annule pas les accords précédents. Ceci veut dire que l'Egypte reste liée par l'accord inter-arabe et devrait intervenir en cas de conflit entre Israël et un autre pays arabe pour soutenir celui-ci.

— Livraison de pétrole égyptien à Israël.

— Autonomie des territoires occupés. Des négociations devront commencer un mois après la signature de l'accord, d'une durée maximum d'un an, pour établir les modalités d'une autonomie de tous les territoires occupés. Des élections devraient ensuite être organisées dans un délai d'un mois pour désigner un « conseil administratif » palestinien qui devrait, par la suite, disposer de sa propre police armée. L'armée israélienne restera cependant sur ces territoires pour une durée minimale de cinq années, au terme desquelles un statut d'autonomie plus poussée devrait intervenir.

Agence TASS

Réaction de dépit

L'Union soviétique a réagi par le biais de l'Agence Tass au voyage de Carter au Moyen-Orient. En fait, ce que Tass reproche à l'accord envisagé, c'est essentiellement que l'Union soviétique n'a pas été associée à ces discussions. Elle a déclaré ceci : « Si les USA jugent avoir des intérêts à défendre au Proche-Orient l'URSS, pour sa part, estime que la paix de cette région, qui touche à ses frontières méridionales, est vitale également pour elle

et ses alliés et que, donc, aucune solution ne peut intervenir si on l'ignore ».

Aux actuelles négociations, Moscou propose à nouveau de substituer sa vieille idée de conférence de Genève. Il faut rappeler que, selon ce projet soviétique, cette conférence réunirait ce que Moscou considère comme les « parties concernées », c'est-à-dire tout d'abord les deux superpuissances, URSS et USA, Israël et les pays arabes voisins d'Israël. On note que dans ces négociations pour un « accord de paix authentique », Moscou n'envisage pas de délégation autonome de l'OLP mais simplement une représentation de celle-ci au sein d'une

des délégations arabes.

Le peuple palestinien en tant que tel ne fait certainement pas partie des « parties concernées ». Le second point à remarquer c'est que, selon Tass, cet accord devrait « prendre en compte les intérêts de toutes les parties concernées ». Ceci ne peut être interprété que comme une reconnaissance de l'Etat sioniste et comme une trahison de la Charte de l'OLP.

En bref, si Tass réagit aujourd'hui, ce n'est pas seulement à cause du contenu de l'accord, celui que préconise Moscou serait plus large mais pas vraiment différent, c'est surtout parce qu'elle en a été tenue à l'écart.

Après le retrait chinois

Le Vietnam mobilise

AU Vietnam, c'est au moment où les troupes chinoises annonçaient leur retrait du pays que les autorités ont soudain pris des mesures de mobilisation générale.

Un décret entrant en vigueur le 15 mars met le pays sur le pied de guerre : tous les travailleurs doivent consacrer 2 heures par jour à l'entraînement militaire et les élèves doivent suivre une formation militaire d'urgence.

Selon le décret, « tous les citoyens dans la tranche d'âge fixée par la loi doivent rejoindre les forces armées selon le plan du conseil de gouvernement ». Cette mesure de mobi-

lisation générale, si elle ne sert pas la défense du pays, a plusieurs objectifs : elle permet d'accroître considérablement les forces armées vietnamiennes, elle permet de contrôler de plus près la population, peu favorable à cette militarisation et elle permet aussi de renforcer la présence militaire au Cambodge et au Laos, jusqu'ici insuffisante pour assurer la domination vietnamienne.

Une répression terrible risque de peser sur le peu-

ple, surtout sur les gens qui refusent la politique expansionniste suivie par les dirigeants ou sur ceux qui, tout simplement, ne veulent pas aller se faire tuer pour une aussi mauvaise cause. En effet, au nom de l'état de guerre, Hanoi a annoncé que « tout acte d'intelligence avec l'ennemi, de pillage ou de subversion, tout acte affectant les activités nationales civiles ou militaires sera jugé selon les lois en vigueur en temps de guerre ».

Cette mesure est lourde de conséquences. Déjà, on annonce l'arrestation de personnes accusées d'avoir collaboré avec l'occupant

chinois. Le chef d'un village vietnamien ainsi que 17 habitants du district de Bat Sat ont été tués parce qu'ils avaient bien accueilli les troupes chinoises et accepté leur distribution de céréales.

En fait, les autorités vietnamiennes tirent prétexte de l'action chinoise (alors même que cette action est déjà terminée) pour persécuter les opposants, partisans d'une réelle indépendance de leur pays.

Militarisation et répression contre le peuple, voilà ce que cache ce soi-disant « état de guerre ».

Claude LIRIA

CHINE-VIETNAM

Ouverture de prochaines négociations

LA Chine a répondu favorablement lundi à la demande vietnamienne d'ouverture de négociations. Il y a très longtemps que la Chine avait, pour sa part, formulé une telle demande. Ces négociations pourraient donc débiter avant la fin du mois de mars et se dérouler alternativement en Chine et au Vietnam. A Beijing, Deng Xiaoping a lancé dimanche un appel au monde entier pour qu'il fasse pression sur le Vietnam afin qu'il retire ses troupes du Cambodge.

Au Cambodge justement, la situation ne semble guère brillante pour l'armée vietnamienne. D'après la Voix du Kampuchea démocratique, les forces patriotiques ont repris ce week-end le chef-lieu de province de Kompong-Spen et, depuis janvier, les Vietnamiens auraient perdu 25 000 hommes sur l'ensemble du pays.

ACCORD EGYPTO-ISRAELIEN

Vives réactions dans le monde arabe

(Suite de la page une)

Les USA, on le sait, attachent une importance énorme à la réalisation de cet accord. Après une série de reculs successifs, et surtout après la sortie de l'Iran de leur sphère d'influence directe, il est urgent pour eux de consolider leurs positions dans cette région du monde dont l'importance stratégique n'est pas à démontrer puisqu'elle est située à la fois près des régions pétrolifères, au débouché de la mer Rouge, sur les bords de la Méditerranée, et à la charnière entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie, le tout à moins de 1.000 kilomètres de la frontière soviétique.

La lutte que se livrent les deux superpuissances pour accroître leur influence dans la région revêt actuellement un aspect particulièrement aigu, la réaction de l'Agence Tass en est, là aussi, la preuve.

C'est dans cette optique qu'il faut voir la frénésie américaine pour tenter de stopper leur constant recul et pour limiter l'avancée des positions du social-impérialisme. Il n'est pas exclu dans ces conditions qu'ils aient pu faire de très fortes pressions sur Israël pour l'amener à accepter des clauses apparemment inacceptables pour les sionistes.

Ils ont en effet les moyens de faire céder les représentants d'un Etat qui ne survivrait pas longtemps sans leur soutien.

Leur calcul cependant se heurte à deux obstacles majeurs :

— Contrairement à ce qu'ils espéraient, aucun pays arabe n'est venu soutenir les positions égyptiennes. L'Arabie saoudite elle-même, tout en refusant de s'associer à un boycott de l'Egypte, a marqué une certaine désapprobation et on a assisté à une spectaculaire rencontre entre Hussein de Jordanie et Yasser Arafat, la première depuis le Septembre noir.

— L'OLP a rejeté tout accord sur le problème palestinien qui serait négocié en dehors d'elle, et c'est d'ailleurs ce qui condamne cet accord à ne pouvoir prétendre ramener la paix au Moyen-Orient. Le problème palestinien est la clé de l'ensemble du problème du Moyen-Orient. Prétendre le régler sans résoudre sur le fond la question palestinienne, du droit du peuple palestinien à sa terre et à sa patrie, c'est éloigner toute réelle possibilité de paix dans la région.

Serge FOREST

Ericsson : première victoire

Le contenu de la victoire

LUNDI 19 mars, après deux semaines de lutte intense, voici venu le jour de la victoire pour les travailleuses et les travailleurs d'Ericsson-Brest. Lors de la réunion du comité d'établissement, le patron a été forcé de mettre par écrit et de signer ce qu'il avait promis verbalement vendredi dernier.

Trois cents suppressions de poste étaient prévues dans l'usine cette année du fait de l'arrêt de la fabrication de centraux électromécaniques. Le patron cé-

de : il signe la garantie de l'emploi jusqu'à fin 1979. Une victoire de taille, une victoire qu'il va falloir préserver.

Le patron accepte de revenir sur l'application des rendements inténables qu'il a tentés d'imposer aux travailleuses qui sont passées de l'électro-mécanique à l'électronique. Les nouveaux rendements entraînaient une réduction de salaire de 500 à 1.000 F par mois. Pour le moment, il n'y aura pas de perte de salaire suite à ces mutations. Il a d'autre part accepté un calendrier

de négociations concernant l'aménagement des horaires en 2 x 8, la révision du système du travail au rendement. Il s'est d'autre part engagé à suivre pour les augmentations de salaire la progression de l'indice INSEE (et donc à ne pas tenir compte des « recommandations gouvernementales » bloquant l'augmentation des salaires à 8%).

Il avait menacé les délégués syndicaux de mises à pied pour « séquestration, occupation, atteinte à la liberté du travail » : toutes les sanctions ou poursuites sont annulées.

Au vu de ces résultats, l'assemblée générale des travailleurs d'Ericsson a décidé, lors d'un vote largement majoritaire (80%), de reprendre le travail. La fête haute ! Tous restent cependant sur le pied de guerre pour que ces premiers résultats soient confirmés, voire dépassés.

A notre connaissance, Ericsson-Brest est la seule usine de téléphonie en France qui ait un tel accord de garantie de l'emploi jusqu'à la fin de l'année. A l'AOIP, à la CGCT, à LTT ou à LMT, l'incertitude demeure quant au

maintien des emplois. Obtenir une telle garantie paraît être un objectif tactique important.

Les travailleurs d'Ericsson-Brest n'ont obtenu cette garantie que par une lutte résolue, par l'unité ouvrière autour de l'unité syndicale, grâce à la solidarité des travailleurs de leur ville et des travailleurs du trust duquel ils dépendent.

C'est cette leçon que tirent de cette lutte les camarades de la cellule Marcel Cachin du PCML d'Ericsson-Brest.

Yannick DAGORN

Le fil des événements

3 semaines pour gagner !

LUNDI 26 février, 16 ouvrières implantées en électronique votent à bulletin secrets une grève illimitée dans leur atelier : « Nous sommes les privilégiées qui ont été muées en électronique. Est-ce vraiment un privilège de voir en ce qui concerne la plupart d'entre nous, des sommes allant de 500 F, 1.000 F rognées sur nos salaires ? Est-ce une faveur de nous imposer des temps presque irréalisables alors que la majorité d'entre nous remplissaient largement les conditions dans leurs secteurs d'origine ? »

Elles réclament la suppression du travail au rendement et un salaire minimum de 2.879 F.

Elles réclament la suppression du travail au rendement et un salaire minimum de 2.879 F pour toutes les implantées, comme chez Thomson-Brest, où on fait ce même travail pour ce salaire. Des le début, elles sont décidées à aller jusqu'au bout. Mardi et mercredi, elles poursuivent la grève.

Jeudi 1er mars, une assemblée générale, regroupant 70 % du personnel des ateliers, décide de bloquer la production pour exiger :

- La garantie de l'emploi pour tous
- Des salaires identiques à ceux pratiqués à l'usine Thomson-Brest. (Ericsson est une filiale de la Thomson)
- La suppression des 2 X 8.

Ce même jour, séquestration des patrons, Le Hénaff et Bertrand qui sont libérés vers 20 h 30 par 150 gardes-mobiles.

Vendredi 2 mars, la grève se poursuit. Sur proposition de l'intersyndicale CGT-CFDT, l'assemblée générale décide l'occupation du magasin des expéditions pendant le week-end (pour

qu'aucune production ne puisse partir de l'usine). Les travailleuses d'Ericsson appellent tous les travailleurs brestois à rendre visite à l'usine occupée.

Lundi 5 mars, grève totale. Les grévistes vont demander des comptes à la chambre patronale de la métallurgie : ces messieurs refusent de discuter. On bombe sur un train à la gare de Brest, les revendications. On continue à occuper.

Mardi 6 mars, l'assemblée générale vote la mise en place d'un piquet de grève, pour accentuer la pression sur le directeur qui refuse de négocier.

Occupation de la poste : telegramme à Norbert Ségard, ministre des Télécommunications, et à la direction générale.

Mercredi 7 mars, la maîtrise tente de forcer le piquet de grève. Solidarité exemplaire : 400 travailleurs de l'usine Thomson débryent immédiatement et viennent prêter main forte à leurs camarades d'Ericsson.

Grande débandade des champions de la liberté du travail, qui vont vider leur dépit devant la mairie et la sous-préfecture.

L'après-midi, le groupe corse « I Muvrini » qui fait une tournée de chants en

Bretagne à l'invitation de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, vient chanter à l'usine pour les grévistes.

Jeudi 8 mars, journée de solidarité dans le groupe Ericsson : aux usines Ericsson d'Eu et de Colombes, deux heures de grèves ; à Cergy-St-Nicolas, grève toute la journée.

Vendredi 9 mars, la caravelle en partance de l'aérodrome de Guipavas est bloquée.

Second week-end d'occupation : de nombreux travailleurs passent pour soutenir.

Lundi 12 mars : comme l'a décidé l'assemblée générale de vendredi, on poursuit le mouvement sous forme de grève tournante. Un roulement de débryage est organisé : quatre équipes débryent deux heures chacune et à tour de rôle. Chacune à son tour occupe et bloque le magasin. Les équipes grévistes manifestent en chantant dans les ateliers. On laisse partir un peu de sous-traitance pour appâter la direction et la convaincre de négocier.

Mardi 13 mars, réunion du comité d'entreprise avec Dufaul, chef de la division de la téléphonie privée.

Ericsson se refuse obstinément à céder. Dufaul annonce que la production des centraux électromécaniques sera terminée à Brest d'ici la fin de l'année.

Pendant toute la semaine, les grèves tournantes continuent.

Vendredi 16 mars, le patron, après une négociation, s'engage oralement à maintenir l'emploi. Le pa-

tron est à bout de nerfs, la victoire est proche. Le soir, bal de solidarité avec Ericsson. Le week-end, on occupe et on bloque.

Lundi 19 mars, le patron cède. Au cours du comité d'établissement, la direction de l'usine annonce que l'emploi est garanti jusqu'à la fin de 1979.

Une victoire à préserver.

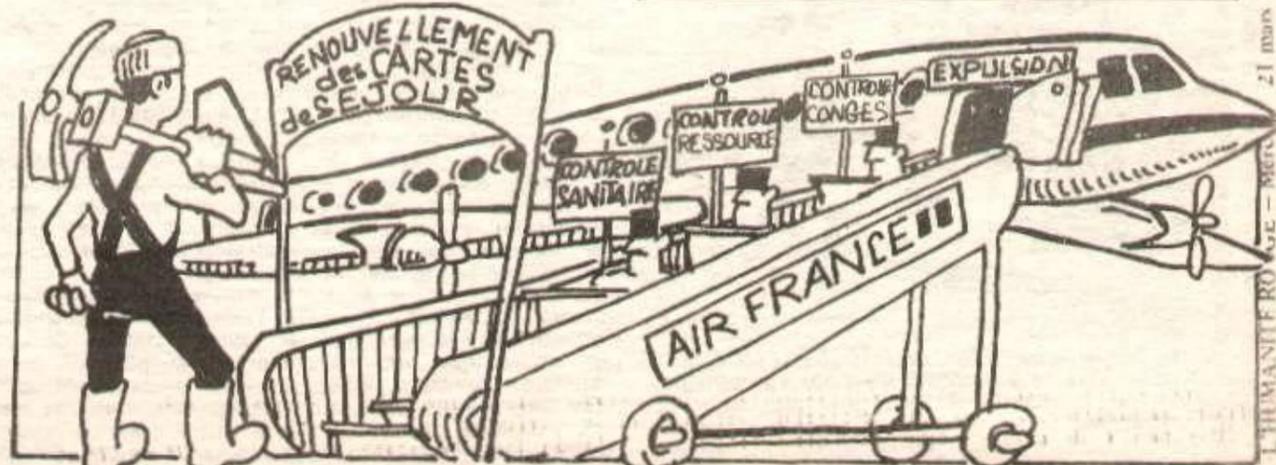
Histoire d'écharpe

On n'a pas beaucoup vu Mme Lagadec ni au piquet de grève, ni à l'occupation de l'usine. Pourtant, c'est pourtant bien à Ericsson qu'elle travaille. On ne l'a pas vue : elle se présentait pour le PC aux cantonales... On ne l'a pas vue ? Mais si, on l'a vue... sur les photos des journaux au premier rang des manifestations d'Ericsson, ostensiblement ceinte de son écharpe bleu-blanc-rouge d'adjointe au maire de Brest. Remarquez, sur les journaux, ... on ne nommait pas les couleurs. Les travailleuses d'Ericsson lui ont bien dit gentiment que son écharpe était un peu trop voyante. Elle n'en a pas tenu compte. Un meilleur moyen pour lui faire comprendre : elles ont confectionné de magnifiques écharpes rouges sur lesquelles a été brodé le mot d'ordre « Travailleuses en lutte », en lettres d'or.

Plus que le tricolore, le rouge est signe de lutte. Remarquez, rouge ou tricolore, sur le Telegramme *, on ne verra pas la différence. Si vous n'avez que le Telegramme pour vous informer de la lutte de classe, vous n'y verrez jamais... que du bleu.

Y. D.

* Telegramme, journal local.



Crédit du Nord - Paris

Une grève moins connue mais aussi résolue que celles des assurances ou de la SFP

LES employés du Crédit du Nord, banque qui emploie environ 10 000 personnes dont une majorité de travailleuses, sont en grève depuis le 21 février. C'est une lutte moins connue sans doute que celle des sidérurgistes des assurances ou de la SFP, mais une grève où on retrouve la même dureté du côté patronal et la même détermination du côté des sidérurgistes.

A la suite du 31 janvier, journée d'action nationale des banques un mot d'ordre de grève de 48 heures avait été lancé pour les 21 et 22 février et au Crédit du Nord, en assemblée générale la grève reconductible fut votée. Dès le départ, entre les quatre syndicats, CGT,

CFDT, CFTC et SBN (la CGC des banques), l'unité syndicale existait. Les succursales de Lille et Bordeaux se mirent aussi en grève. Pour rendre leur lutte plus efficace, dès le 6 mars, les travailleurs et travailleuses ont organisé l'occupation du secteur informatique, véritable centre nerveux de la banque.

LA DEMANDE DE LA DIRECTION REJETÉE

La direction qui voulait faire condamner l'occupation vit sa demande rejetée par le tribunal et un piquet de grève vigilant monte la garde à la porte.

Les non-grévistes, essentiellement des cadres et gradés, ne sont pas hostiles à l'action et certains versent parfois à la caisse de solidarité.

Les revendications sont nombreuses. Elles concernent le rajustement des salaires avec un salaire minimal à l'embauche de 2500 F, la revalorisation des primes de crèche, de nourrice, de tickets restaurants, le respect du droit syndical, une véritable politique de promotion professionnelle pour les employés, gradés et cadres sans distinction de sexe, une augmentation uniforme et dix points pour tous, ou d'autres revendications encore portant sur le respect de la convention collective, le paiement des jours de grève, celui intégral des frais de transport, etc.

LE MAINTIEN DE L'EMPLOI DES EFFECTIFS

Mais ici aussi, une des revendications des grévistes

concerne le maintien de l'emploi, des effectifs.

Certes il n'y a pas pour le moment de licenciements prévus, mais en quatre ans il y eut 1 400 suppressions de postes avec l'informatisation. Comme devait me le dire un délégué: « L'informatisation n'est pas au service du travailleur ».

Non, cette organisation plus rationnelle du travail est au service du profit, ce qui entraîne pour l'employé des conditions de vie plus difficiles, moins d'emplois, un boulot deshumanisé, où le travailleur n'est qu'un accessoire de la machine. Mais comment ne pas songer aussi devant ces merveilles du progrès, de combien de miracles sont capables les travailleurs quand ils s'en rendront les maîtres.

Derrière cette informatisation, certains délégués se demandent aussi si dans la tête des barons de la finance il n'y a pas des plans de restructuration plus importants, dans le style de ceux de la sidérurgie, de la téléphonie, ou dans ce dernier secteur c'est encore près de 20 000 emplois que les capitalistes veulent supprimer d'ici 1983.

D'ailleurs l'exemple des sidérurgistes contre la politique de Giscard-Barre a dû aussi contribuer fortement à renforcer la détermination des employés. L'une des grévistes me disait: « On n'a pas fait grève jusqu'à présent pour ne parler maintenant que du paiement des jours de grève avec le directeur, c'est pas pour ça qu'on se bat ».

« Jusqu'à présent », cela fait 22 jours, 22 jours de grève qui commencent à faire lourd sur un salaire, alors allez voir les grévistes, apportez-leur votre soutien financier au 6, boulevard Haussman.

René BREAND

VITROLLES (BOUCHES-DU-RHONE)

Extension du mouvement de grève dans les lycées

LUNDI 19, les grèves d'élèves qui touchaient déjà plusieurs lycées de Marseille depuis huit jours se sont encore étendues dans le département. A l'heure qu'il est, plus de trente établissements du second degré sont en grève. A Marseille, en fin de matinée, les lycéens ont tenté d'occuper la station FR 3 et se sont heurtés violemment aux forces de police. A Marignane, les lycées et CES sont en grève depuis jeudi. A Martigues, les deux lycées sont entrés en grève aujourd'hui et ont spontanément organisé une manifestation de 1 500 lycéens.

A Vitrolles, lundi, ce sont les élèves des deux CES qui ont débrayé. Ce soir, après l'assemblée générale des élèves, parents, élèves et professeurs se sont réunis pour envisager la poursuite de l'action dès mardi où a lieu une grève académique de tous les enseignants de la région et des manifestations, notamment à Aix-en-Provence, Marseille et Martigues.

Ce mouvement risque certainement de s'étendre encore dans les jours suivants. C'est indispensable, car ce que l'on appelle le « redéploiement Beullac » provoquera inévitablement des fermetures de classes, des surcharges d'effectifs, des suppressions de postes, tandis que le projet de formation professionnelle alternée contraindra plus de 50 % des jeunes à abandonner leurs études dès la troisième pour entrer en apprentissage.

Correspondant Vitrolles



Les lycéens de Marseille sont venus lundi au siège de FR3 à Marseille. Ils voulaient obtenir un temps d'antenne pour exposer leurs revendications. Policiers municipaux et CRS les attendaient. Des affrontements se sont produits pendant une heure.

Une nouvelle brochure est parue



L'Union patriotique contre « l'Europe allemande » et « bilan globalement positif » de l'URSS voilà deux idées-maitresses du projet de résolution pour le 23e congrès du PCF.

Qu'en pensent les militants du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) ? Sous le titre: « *Vingt-troisième congrès, parlons-en* », notre parti vient d'éditer une courte brochure bourrée de faits et rédigée dans un style vivant qui donne notre point de vue dans le débat. En effet, « il est maintenant de plus en plus fréquent que, dans des entreprises et localités, les militants de notre parti discutent, confrontent leurs points de vue, agissent contre le capitalisme, aux côtés de militants, parfois responsables locaux du PCF. Le fait que, dans de tels cas, la discussion se tienne entre communistes qui se reconnaissent en tant que tels et respectent leurs points de vue respectifs est un fait encourageant. La rencontre dans les luttes ou dans le soutien à des luttes amène à mieux se connaître et à voir que ce qui anime les uns et les autres est la volonté de servir au mieux les intérêts du peuple, que les uns et les autres sont dans le même camp dans le combat anticapitaliste.

Mais ceci ne conduit nullement notre parti à atténuer ses désaccords inconciliables avec la politique mise en œuvre par la direction du PCF aussi bien sur le plan intérieur qu'international.

- L'URSS est-elle socialiste ?
- L'URSS défend-elle la paix ?
- Quels sont les rapports avec l'URSS ? Indépendance ou alignement ?
- Lutte contre le « déclin de la France » ou contre l'exploitation capitaliste ?

Telles sont les questions abordées dans cette brochure. Nous appelons nos lecteurs et camarades à en faire un usage très large autour d'eux. Elle devrait être un bon instrument pour enrichir le débat engagé avec de nombreux militants du PCF et pour l'entamer avec d'autres.

Passez vos commandes !

Solidarité avec « Libération »

LE Parquet, autrement dit le ministère de la Justice, a engagé contre notre confrère Libération neuf poursuites pour les motifs suivants: « *Outrage aux bonnes mœurs* » et « *incitation à la débauche* ». Déjà, deux de ces poursuites ont été jugées et Libération a perdu.

Ces poursuites judiciaires mettent en cause des annonces et une photo de différents numéros du journal. Certes, on ne peut nier le caractère obscène de la photo en question ni même que certaines annonces de Libération constituent un véritable étalage de certaines perversions sexuelles. Il va de soi que nous sommes en total désaccord avec ce que fait Libération à ce propos. Cependant, il est curieux de constater que ce journal fasse les frais de telles poursuites alors que bien d'autres atteintes « aux bonnes mœurs » ou « incitations à la débauche » s'étaient un peu partout et sous des formes bien plus dégradantes.

Que l'on songe aux films pornographiques projetés dans d'innombrables salles de cinéma spécialisées ou non. Que l'on songe à certaines revues qui sont à l'étalage des marchands de journaux. Il ne s'agit pas seulement ici et là d'atteintes aux bonnes mœurs et à la morale. Que l'on songe à l'image que les uns et les autres donnent de la femme... Et pourtant, ces horreurs peuvent s'étaler dans les salles obscures et à la vitrine des marchands de journaux sans encourir

la moindre poursuite.

Dans la presse, Libération n'a pas l'apanage des annonces du type de celles incriminées par la justice. Ainsi que l'écrivit ce journal: « Il y a aujourd'hui dans la presse française, des annonces de rencontres sexuelles absolument partout. Dans France-Soir et VSD, dans Le Matin et Libération, dans Le Nouvel Observateur et Maintenant ». Or, seul Libération est condamné.

L'hypocrisie est trop manifeste pour que les poursuites engagées ne cachent pas autre chose que la volonté de punir « l'obscénité ». Serge July, directeur de Libération, l'écrivit lui-même dans un dernier numéro du journal: « Ce n'est encore qu'une hypothèse: Libération, empêché de tourner en rond de l'institution judiciaire, on y traque la bavure pénitentiaire.

policrière, judiciaire, avec une ténacité qui gêne certains magistrats. Et si l'accusation d'outrages aux bonnes mœurs, c'était tout simplement la vengeance de la chancellerie ? ».

Depuis 1977, vingt-et-une poursuites, dont plus de la moitié pour des motifs liés à la politique d'une manière ou d'une autre, se sont abattues sur Libération. Ne s'agit-il pas de casser financièrement un journal très gênant pour le pouvoir, qui dénonce aussi le racisme, qui parle des luttes, etc. et qui s'est fait une place non négligeable dans la presse française ?

Le comité de rédaction de l'Humanité rouge et toutes celles et tous ceux qui participent à sa confection assurent Libération de leur solidarité devant les poursuites dont il est l'objet.

NOUS publions ici et sur trois numéros le texte intégral d'une interview de deux cheminots parisiens membre du PCF. Ce texte que nous présentons à titre de document est extrait du numéro 1 de *Luttes et débats* daté de janvier 1979. *Luttes et débats* se présente comme un « journal interne réalisé par des ouvriers employés, intellectuels militants du PCF ». Réalisé à l'initiative de militants du 18^e arrondissement de Paris, ce journal semble avoir acquis, après la parution de deux numéros, une audience plus large parmi les militants du PCF.

L'article ci-dessous, comme c'est le cas de tous ceux publiés par *Luttes et débats*, n'engage que ses auteurs. A l'issue de cette publication, nous donnerons notre opinion sur les points qui nous semblent principaux, concernant tant les accords que les désaccords. Ceci constitue à notre avis une des façons de débattre des questions d'une grande acuité qui se posent à tous les travailleurs à tous ceux qui ont pour objectif de leur lutte l'instauration du socialisme en France.

La rédaction

Luttes ouvrières et stratégie unitaire

par D. Ouaki et D. Lapostre

NEUFS mois après la défaite de l'Union de la gauche, le patronat et le gouvernement ont engagé une vaste offensive antiouvrière en prenant des mesures aggravant plus encore les conditions de travail et de vie des masses populaires : hausses massives des tarifs publics, de l'essence, baisse du pouvoir d'achat, accélération des démantèlements et des fermetures d'entreprises entraînant des milliers de licenciements, attaque contre la Sécurité sociale.

Face à ces attaques du grand capital, les travailleurs ont apporté un cinglant camouflet à ceux

qui misaient sur une démobilisation. Depuis mars, les luttes se développent avec force, de Renault aux Arsenaux, de Terrin à Boussac, de la SNCF à la sidérurgie.

Dans ce contexte politique, que propose le PCF ? Reconstruire une union plus solide, renforcer le Parti, freiner l'austérité dans le but d'atteindre les élections de 1981 ou de 1983.

Ces perspectives correspondent-elles aux tâches que les militants révolutionnaires sont en droit

d'attendre ? Cela répond-il à l'aspiration des masses au changement ?

Pour répondre à ces questions, il est indispensable pour qui se réclame du marxisme de tirer un bilan de l'activité du Parti pendant ces six dernières années. Cela ne veut pas dire donner des leçons, régler des comptes. Tirer un bilan, c'est voir si nous avons atteint nos objectifs, savoir quelles erreurs nous avons pu commettre et à partir de là, se fixer de nouvelles perspectives qui permettront de mener victorieusement la lutte contre le pouvoir réactionnaire en place, pour le socialisme.

Q : Vous êtes tous les deux membres de comités de sections d'entreprise. A partir de votre expérience de luttes, quel bilan tirez-vous de l'activité du PC ?

DIDIER : C'est à partir des objectifs fixés que l'on peut tirer un bilan. Quels étaient nos objectifs ? Mettre en déroute la droite en faisant l'union du peuple de France autour d'un bon programme commun de gouvernement avec un PCF fort et influent.

1) La droite reste au pouvoir, continue sa politique antiouvrière ce qui signifie, en clair, une aggravation des conditions de travail et de vie pour les travailleurs.
2) Le programme commun est nul et bien enterré.
3) L'union du peuple de France n'a pas été réalisée, la division des partis de gauche ne fait que s'accroître, l'unité syndicale se désagrège.

4) Quant au PC, fort et influent, s'il est vrai que nous avons une dizaine de députés de plus et 28 000 élus en tout, nos résultats électoraux montrent un certain effacement. En effet, depuis 1945, jamais nous n'avons eu un pourcentage aussi faible à des élections législatives, sauf en 1958 (19,2 %). En pleine guerre froide, nous avions entre 23 et 28 % des voix, et pourtant personne ne le nierait, les grandes campagnes anti-communistes de l'époque avaient une autre envergure que celles d'aujourd'hui.

Nous avons un peu moins de 21 % des voix, alors qu'au 21^e puis 22^e congrès,

nous nous étions fixés pour objectif, la barre des 25 %.

D'après moi, c'est à partir de cette réalité que l'on peut dire qu'il y a faillite de la ligne politique suivie, car s'il est vrai qu'il n'y a pas d'automatisme, qu'il ne suffit pas d'avoir une ligne juste pour gagner, il n'en demeure pas moins que de tous les objectifs fixés, aucun n'a été atteint. Comme on aime à répéter dans le Parti : « Les faits sont têtus ». Pour la direction du Parti, le résultat de Mars est dû à des erreurs locales, à la montée des idées réformistes, à un manque d'application et de compréhension des idées du 22^e congrès. Elleinstein et comparses pensent que l'échec de l'Union de la gauche est dû à des erreurs au niveau de la tactique électorale, pour moi, l'échec réside dans la nature même de l'Union (union au sommet) du Programme commun (programme de démocratisation de l'Etat capitaliste et non programme de rupture).

Ce programme commun n'est jamais devenu l'affaire des travailleurs, il est resté une affaire de spécialistes. Je n'en veux pour preuve que l'histoire du seul minimum des nationalisations, qui de 1450 filiales est descendu à un peu plus de 500 (plate-forme CFDT) en passant par 1 088 puis par 729. « Compromis acceptable » dit la direction. Non ! Et c'est là que se situe la responsabilité du Parti, car si nous avions donné les moyens aux travailleurs de se prononcer, le PS aurait dû s'incliner. Donner les

moyens aux travailleurs, cela veut dire tout faire pour impulser la création de comités unitaires de base. Comités qui auraient permis aux travailleurs de juger les propositions des différentes organisations suivant leurs intérêts de classe. Mais appliquer une telle politique n'est possible que lorsque l'on a confiance dans les travailleurs.

Notre expérience locale, à la SNCF montre, au contraire, les retombées d'une ligne politique qui exclut la participation des travailleurs. Mais Daniel est plus à même d'en parler, surtout à la lumière de la grève de Mai 1978 dans son service.

DANIEL : En mai dernier, deux mois après l'échec de l'Union de la gauche, au service des trains de Paris-Est, il y a eu une grève. Contrairement à ce que l'on pouvait craindre, il n'y a pas eu de démobilisation des travailleurs. Dès le début, il y a eu une très forte participation, et de plus, très active : le premier jour, sur 400 travailleurs, une centaine étaient présents au piquet de grève ce qui est énorme quand on sait que généralement il n'y en a qu'une dizaine. Mais le plus surprenant dans cette lutte a été la fin de la grève où les travailleurs ont refusé de reprendre le travail jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Le lundi matin, à six heures, le préavis prenait fin. A partir de 5 h 30, les agents de ce service étaient réunis dans la gare. Ils décidaient la poursuite de l'action, malgré les pres-

sions de la SNCF et les efforts des organisations syndicales qui craignaient d'être débordées.

DIDIER : On a même vu un responsable syndical retirer les banderoles du piquet de grève où étaient inscrites les revendications, en disant qu'il ne prenait pas la responsabilité d'une grève sauvage.

DANIEL : Voyant l'ampleur que prenait le mouvement, les délégués CGT ont laissé leur place aux membres du secteur fédéral. Toute la journée, ils se sont évertués à briser la grève refusant ainsi de se plier à la volonté des travailleurs.

A dix heures du matin, à l'assemblée générale, c'était très net, il y avait coupure entre les travailleurs en grève et les dirigeants syndicaux. Un « responsable » du secteur qui revenait de la direction a annoncé tranquillement que la direction acceptait de négocier, mais pas sous la pression et qu'il était donc plus sage de reprendre le travail. A croire que les acquis de 1936 et de 1968 ne sont pas dus à la pression exercée sur le pouvoir par les masses. Les agents de train ont refusé de reprendre le travail tant que la direction SNCF ne céderait pas sur un certain nombre de revendications.

Ce n'est qu'en fin d'après-midi, comprenant qu'ils ne seraient pas soutenus par leurs syndicats sans aucune perspective, qu'ils ont voté la reprise du travail. Il est inutile de décrire dans quel climat, cette deuxième as-

semblée générale s'est déroulée : inutile aussi d'expliquer pourquoi l'arrêt de la grève a été voté majoritairement. C'était l'incompréhension, le désappointement, l'écœurement qui se lisaient sur tous les visages.

Ce qui est devenu évident, c'est que pour nos dirigeants syndicaux, il y a des limites que les grèves ne doivent pas franchir quitte à casser les luttes et à aller contre les intérêts des travailleurs. Toutes les organisations syndicales ont leur part de responsabilité dans le passage de cette grève, car si la division syndicale est réelle, pour mener à bien des luttes, on peut dire qu'il y a eu unité des directions syndicales pour imposer la reprise aux travailleurs. La CGT, étant majoritaire dans ce service, c'est elle qui a pris l'initiative de briser la grève, mais ça ne doit pas faire oublier la responsabilité de la CFDT qui s'est cachée derrière la CGT.

DIDIER : Il y a deux enseignements à tirer de cette grève :

1) L'impossibilité, pour les travailleurs, même fortement mobilisés, d'agir sans les syndicats.
2) Le refus des directions syndicales d'appliquer la démocratie ouvrière. Si les dirigeants CGT ont agi de cette manière, c'est qu'ils sont les porteurs désignés d'une ligne politique, même de deux : celle de la CGT et en profil, celle du PCF. Ils peuvent être élus avec l'accord des syndiqués sans aucune manipulation

bureaucratique, car les travailleurs peuvent se reconstruire globalement dans les positions qu'ils développent.

Mais lorsque leur ligne est contestée, soit par les travailleurs soit par les syndiqués, ils se raidissent comme bureaucratie.

La tâche urgente de tout militant est donc d'engager une grande bataille d'idées pour l'application de la démocratie ouvrière. C'est par une telle pratique de la démocratie que les directions perdront leur caractère bureaucratique. Le 40^e congrès a été à ce sujet plein d'enseignements et espérons-le un pas important vers une telle démocratie.

DANIEL : Je voudrais revenir sur un point. Dans cette lutte, la CGT s'est dévalorisée auprès des travailleurs. Est-ce la faute aux méchants contestataires qui, comme il est coutume pour certains de la dire, veulent détruire la CGT, affaiblir le Parti ? Non, car les soi-disant « traitres à la classe ouvrière » ont mobilisé les travailleurs et surtout les ont soutenus dans l'action. C'est l'attitude bureaucratique de nos dirigeants locaux qui a dévalorisé le syndicat.

Cette pratique qui n'a rien à voir avec le syndicalisme de masse et de classe, nous amène, sur le secteur CGT de Paris-Est, à une situation inquiétante. Entre 1973 et 1977, nous avons en effet perdu à peu près 20 % de syndiqués.

(A suivre demain)

Clichés février, mars 1979



14 mars. Rennes
Manifestation étudiante contre les expulsions
d'étudiants étrangers
(Bureau photographique de l'Ouest)



16 février. Valenciennes.
Rassemblement de soutien aux sidérurgistes (Photo HR)



UNE page photos : ce n'est pas si courant dans l'Humanité rouge. C'est la première constituée grâce au travail exclusif de nos correspondants. Janvier, février, début mars : ce sont des milliers de travailleurs qui, dans les usines, dans la rue, se sont opposés à la politique du gouvernement. Politique tous azimuts. Elle touche les sidérurgistes, les ouvriers d'usine, les immigrés, étudiants et travailleurs mais aussi les jeunes, les femmes, etc.

Nos correspondants et journalistes étaient là. Ils ont fixé sur la pellicule des images de France, début 1979.

Nicole MARGERIE (Secrétaire de rédaction)

6 février. Montpellier.
Manifestation parents-enseignants contre les fermetures de classes (Photo correspondant Montpellier).

8 février. Nantes. Les ouvriers menacés de licenciement de Brissonneau-Loiz-Marine à l'assaut de la préfecture (Photo correspondant Nantes)



Février-mars. Le Pellerin (Loire-Atlantique)
La population s'oppose à l'implantation d'une centrale nucléaire (Photo correspondant Nantes).



8 février. Nantes. Manifestation intersyndicale (Photo correspondant Nantes)



400 personnes ont participé à la manifestation des élèves et enseignants du CES d'Elne dans les Pyrénées Orientales. (Photo correspondant Perpignan)



Sartène (Corse) Contre 12 licenciements, pour l'implantation d'un lycée agricole

Manifestation
de près de
200 personnes

SARTÈNE, le samedi 10 mars, 150 à 200 personnes ont bloqué les routes reliant Sartène à Propiano et la route desservant les villages. L'objet de cette manifestation était double : premièrement, demander l'implantation du futur et unique lycée agricole de la Corse à Sartène et deuxièmement, s'opposer aux 12 licenciements des employés téléphoniques de Sartène, suite à la mise en place de l'automatique.

Pour le lycée agricole, Giscard, lors de sa visite en Corse, avait parlé de sa construction dans un discours prononcé à Sartène. Immédiatement, la ville de Sartène s'était proposée pour accueillir ce lycée. Le Sartenais est une région à vocation agricole (vallée de l'Ortolu et du Rizzanesu). L'implantation du lycée pourrait assurer malgré tout une survie de l'intérieur.

Il est clair que cet unique lycée pour toute la Corse est bien peu de chose pour répondre aux difficultés continues de la petite paysannerie corse qui ne peut résister face aux moyens financiers et techniques des grands propriétaires continentaux ou corses. De toute façon, que ce lycée soit implanté dans le sud ou dans le nord de l'île, les problèmes fondamentaux des petits paysans resteront. Il n'en demeure pas moins qu'à cette manifestation, beaucoup de jeunes étaient présents aux côtés des paysans démontrant que la jeunesse corse veut vivre sur sa terre.

L'autre raison de ce rassemblement était la lutte contre douze licenciements d'employés du téléphone, des mères de famille pour la plupart obligées de partir à Marseille ou à Paris pour trouver un emploi équivalent. Douze licenciements dans une ville comme Sartène, c'est beaucoup.

Ces licenciements prennent tout leur sens quand on sait qu'il y a 7 000 chômeurs en Corse, taux record du chômage pour toute la France. La politique du pouvoir semble être la suivante : licencier quelques personnes par-ci, par-là, en douceur (exemple à l'Aéro Filippi à Bastia : cinq licenciements). On s'oriente vers une politique

de faire travailler les Corses l'été uniquement pour le tourisme et d'alimenter les rangs des chômeurs l'hiver. Le sous-préfet, quelque peu impressionné par les manifestants, s'est engagé à réembaucher les employés sur place... Les licenciements devraient intervenir avant la fin du mois, une lutte en attente donc.

Correspondant HR

CES d'Elne (Pyrénées-Orientales)

Elèves et enseignants contre les suppressions de postes

LE lundi 5 mars, une manifestation d'élèves, d'enseignants et de parents d'élèves s'est déroulée dans Elne, groupant près de 400 personnes. Nombreux panneaux et banderoles, chansons faites par les élèves et reprises en chœur par les manifestants.

Les mots d'ordre étaient les suivants :

- Non aux suppressions ! Du travail pour tous !
- Al Sol, Elne, département, pas de fermeture !
- Suppressions, compressions, mutilations, à cela nous disons non !
- Pas de million pour la formation des patrons !

Pour ce dernier mot d'ordre, il faut souligner qu'il est prévu un déblocage des fonds publics pour la création d'un centre de promotion privé dans notre département, dépendant de la chambre de commerce.

A souligner qu'un certain nombre d'habitants d'Elne nous rejoignirent pendant la manifestation.

Le comité de lutte des élèves avait parfaitement organisé le service d'ordre.

Le mardi 6 mars, grève des enseignants du CES d'Elne, soutenu par les élèves. Une délégation de parents d'élèves et d'enseignants se rend à l'inspection académique pour exiger le maintien des postes. Un début, un peu maigre, de victoire : le poste qui devait être supprimé dans le primaire est maintenu.

La mobilisation départementale contre toute suppression de poste continue.

- Non à toute suppression !
- Pas de classes surchargées !
- Pas d'argent au patronat !
- Du travail pour tous !

Correspondant Perpignan

Rectificatif pour l'article du jeudi 8 mars : il s'agit du CES d'Elne et non pas Elle comme il a été écrit. D'autre part, la lutte des élèves englobe celle du LEP Al Sol de Perpignan dont la fermeture entraîne dans les deux lycées de Perpignan des classes de 40 élèves et non de 49.

Grenoble Rectorat occupé le 14 mars D'autres actions prévues cette semaine

SUITE aux mesures sans précédent de suppression de classes et de postes d'enseignants dans le département de l'Isère (cf. HR No 1044), l'action s'amplifie. La journée de mercredi en a été la preuve. Mercredi à 7 h 30, des représentants des sections syndicales SGEN-CFDT (primaire, secondaire, supérieur, écoles normales) ont occupé le rectorat durant plus d'une heure avant d'être expulsés par les forces de police appelées à la rescousse par Monsieur le recteur.

A 10 heures, une réunion de la commission paritaire (CAPA) devait avoir lieu. A l'ordre du jour : modification de la carte scolaire, ce qui, pudiquement, veut dire « fermeture de classes et suppression de postes ». Face au refus du recteur Tay de retirer les forces de police, les délégués syndicaux (SNES, SGEN, SNPEN) mandatés ont refusé de se réunir. A 12 heures, le SGEN-CFDT occupait symboliquement l'école normale des filles, protestant contre la fermeture de cette école envisagée pour la rentrée. En début d'après-midi, le SNI-PEGC (primaire et collèges), s'élevant à son tour contre l'utilisation des forces de police, refusait de siéger sous la contrainte, se solidarissant ainsi avec les enseignants du secondaire et des écoles normales.

A 15 heures, un rassemblement avait lieu une nouvelle fois devant le rectorat à l'appel du SNES, du SGEN départemental, du SNEP, du SNTF-CGT, une fois de plus protégé par les flics. Le recteur ne daigna pas donner de réponse aux inquiétudes des enseignants (quelles classes supprimées ?).

L'intersyndicale (SGEN-CFDT, SNAU, FEN) a lu publiquement un tract dénonçant la responsabilité du recteur dans les suppressions de postes et l'escalade d'interventions policières faites à sa demande.

L'intersyndicale concluait ainsi : « Nous refusons de nous laisser enfermer et de sortir sous la protection des forces de l'ordre et de travailler à l'ombre des képis ».

D'autres actions sont prévues. Toute cette semaine, actions et débrayages sont prévus dans les lycées. Le comité de défense des écoles normales a pris l'initiative d'une pétition qui a déjà été massivement signée dans les écoles.

Derrière toute sa police, monsieur le recteur a la frousse, et s'il croit impressionner, il se fourre le doigt dans l'œil bien profond, car, en cette journée de mercredi, pour beaucoup, cette action n'était qu'un exemple.

Correspondante Grenoble

BLOC-NOTES

A nos lecteurs et camarades

**Le numéro daté
du vendredi 23 mars
comprendra plusieurs pages
consacrées à la sidérurgie**

GRENOBLE

Une présentation du ciné anti-impérialiste : « Union Maids » (Les femmes du syndicat), un film sur les luttes à l'intérieur des Etats-Unis. 1976 : Noir et Blanc. Film américain de Julia Reichert, Jim Klein et Miles Mogulescu (cinéastes membres de « New day Films », réseau parallèle de production et de diffusion de films).

« Union Maids » nous fait vivre les luttes des années trente aux Etats-Unis à travers l'expérience de trois femmes dont une Noire. Engagées dans le mouvement ouvrier, dans le combat des femmes pour leur libération et dans le mouvement noir, elles nous apparaissent comme trois femmes à la fois héroïques et ordinaires, trois femmes qui gardent l'espoir d'instaurer par la lutte une société sans exploitation ni oppression. Cette soirée aura lieu le jeudi 22 mars à la Maison du Tourisme, Rue de la République, entrée au-dessus du bureau de poste. Participation aux frais : 5 F.

MEETINGS DE SOLIDARITE AVEC LES PATRIOTES CORSES EMPRISONNES ORGANISES PAR LES COMITES DE SOUTIEN

A Marseille

Le 23 mars 1979 à 20 h 30

Avec la participation de Canta U Populu Corsu et des Due Patrie. Salle de l'Alhambra, boulevard Chave.

A Lyon

Le 24 mars 1979 à 20 h 30 :

Avec la participation de Canta U Populu Corsu et des Due Patrie. Salle des fêtes de la mairie du 6^e arrondissement, 58, rue de Seze.

ROSNY-SOUS-BOIS (région parisienne)

La Chine à Rosny 2 du lundi 19 au samedi 31 mars

Les Amitiés franco-chinoises, en collaboration avec Rosny 2, présentent dans la galerie marchande diverses expositions, (photos, papiers découpés, peintures, objets usuels...), montages diapositives, des films documentaires.

Des voyageurs, de retour de Chine, des enseignants seront à votre disposition pour vous guider, pour répondre à vos questions.

Horaires pour les groupes : 9 h-12 h, 14 h-17 h (il serait préférable de nous contacter par avance à : M. Nogues, Bat. B Fsc, 1 rue Turgot - Chelles 77500. Tel : 020 35 57

LILLE

Une semaine avec la Chine

L'Association des Amitiés franco-chinoises organise une semaine avec la Chine du samedi 17 au samedi 24 mars au Pavillon Saint-Sauveur, rue Saint-Sauveur, à Lille (derrière la mairie).

Mercredi 21 mars à 15 h :

« Les petites sœurs de la steppe », bande dessinée chinoise pour enfants, 20 h 30 : « La justice en Chine », débat avec la participation de F. Vieux, magistrat, membre d'une délégation justice en Chine en 1978.

Samedi 24 mars à 15 h :

« Voyager en Chine », projection de films en super 8. 17 h : « Vivre en Chine », débat avec la participation de Ch. Lamouroux, étudiant pendant deux ans en Chine, et sous réserve, de J. Guilloineau, auteur du livre « Vivre à Pékin ».

Pendant toute la semaine, exposition de photos sur la vie quotidienne en Chine, diapositives prises par des voyageurs en 1978.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) :

Directeur de publication : André Druasme
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

ERICSSON - BREST

Ce qui a permis la victoire



Rencontre avec des syndicalistes CGT, CFDT, membres du PCML

Yannick Dagorn : La grève a duré 15 jours (trois semaines pour les « implantées en électronique », l'atelier dont le mouvement est parti). On a pu constater d'autre part qu'elle a été largement majoritaire, jusqu'à 80 % dans les ateliers. Quelle est, d'après vous, la principale raison de la réussite de cette grève ?

R : La première condition qui a permis à la grève de se lancer sur de bonnes bases a été, je pense, l'unité syndicale. Cette unité syndicale a été réalisée dès le début, bien avant que le mouvement ne parte. Si les syndicats avaient été divisés (il y a une section CFDT et une section CGT dans l'usine), ça n'aurait certainement pas marché.

A mon avis, une des principales raisons pour laquelle l'unité syndicale a été possible, c'est qu'il n'y avait pas d'influence prédominante d'aucun des partis de gauche ni sur l'un ni sur l'autre syndicat. Le PCF ne dicte plus sa loi à l'intérieur de la CGT, le PS est complètement absent de la CFDT. A aucun moment de la lutte, il n'y a eu face à face d'hostilité CGT contre CFDT, et vice-versa.

Au bout de deux ou trois assemblées générales, les travailleuses d'Ericsson se sont bien vite rendu compte qu'il y avait réellement unité syndicale. Les déléguées ne s'engueulaient pas devant l'assemblée générale. Ça a été, je crois, assez déterminant pour que tout le monde croit, y croit vraiment, à cette lutte.

Y. D. : Au cours de la grève, l'unité entre tous les travailleurs n'a pas été du tout cuis. Tout le monde n'est pas dans la même situation.

R : En effet, il a fallu bien comprendre que dans la situation actuelle des usines de la téléphonie, à Ericsson ou ailleurs, le sort des travailleurs forme un tout. Il y a celles qui travaillent 32 heures et celles qui travaillent à plein temps ; il y a celles qui sont au rendement, celles qui ne le sont pas. Il y a des ouvrières qui travaillent déjà

LES militants syndicaux d'Ericsson se penchent sur le déroulement de la grève dans la première étape de la lutte, grève qui vient de se terminer. Occasion de tirer un premier bilan de ce qu'ont été les raisons de ce mouvement contre les licenciements et le rendement.

dans l'électronique, qui peuvent estimer donc que leur emploi n'est pas directement menacé et celles qui travaillent encore dans l'électromécanique. Sans parler des bureaux, etc. Au cours de cette grève, chacun a pu comprendre que cette situation n'était pas une multitude de cas individuels juxtaposés. Chacun a pu bien voir que si chaque ouvrière se retranchait dans son cas individuel, c'était la division, l'inefficacité totale. Si ces réactions avaient prédominé, c'était la porte ouverte à une première vague de licenciements courant 1979, à une seconde vague en 1980 et à la fermeture de l'usine assez rapidement.

La grève a été le moment où s'est réalisée l'unité ouvrière, on a appris à se connaître. Les décisions, les méconnaissances sont vite tombées. Dès la première semaine, tout le monde a vite compris qu'on était tous logés à la même enseigne ; que désunis on ne faisait pas le poids, mais que tous ensemble on

représentait une force capable d'imposer au patron le maintien des emplois que ce soit pour le téléphone ou à faire autre chose, ça regarde le patron ! Seule l'union fait la force, le résultat le prouve assez !

Y. D. : Entre l'intersyndicale et les travailleuses et travailleurs en lutte, comment se fait le lien ?

R : Toutes les décisions ont été prises en assemblées générales. Il y en avait presque tous les jours, parfois même plusieurs par jour, quand il y avait des décisions urgentes à prendre. Lors des négociations avec le patron, il a un jour exigé que l'intersyndicale libère le magasin des expéditions. Le patron voyait l'intersyndicale comme un « presse-bouton » qui pouvait faire évacuer sur-le-champ. Pas du tout : les délégués sont retournés devant l'assemblée générale et c'est elle qui a décidé de laisser partir quelques camions, mais de continuer d'occuper le hall.

La patron a vite compris que derrière l'intersyndicale, il y avait tous les grévistes. Une combativité formidable. A un moment, l'intersyndicale a eu échos de bruits qui laissaient présager que le patron allait tenter de sortir de force des commandes (les centraux, il en avait absolument besoin, c'est ça qui a fait notre force !) Une assemblée générale a été convoquée aussitôt, des travailleurs se sont désignés pour renforcer l'occupation du magasin.

La manière démocratique dont les décisions ont été prises a considérablement affermi la combativité du mouvement.

Le vendredi 9 mars, l'intersyndicale a proposé, ce qui semble-t-il, à mon avis, étaient les quatre formes d'action possibles mais elle a dit aussi : « A notre avis, c'est la troisième forme qu'il faut choisir, c'est-à-dire arrêter la grève totale et organiser la grève tournante. Les délégués, qu'ils soient CFDT ou CGT, ont défendu ce point de vue, sur lequel l'intersyndi-

cale s'était unifiée auparavant. Dans l'assemblée générale, les travailleurs qui n'étaient pas d'accord se sont exprimés, puis on est passé au vote. Il y a eu 17 voix contre. Ensuite, tout s'est déroulé selon ce qu'avait exprimé le vote.

Y. D. : A Brest, Ericsson est devenu pour un temps l'usine-pilote contre les licenciements et contre le travail au rendement. Vous avez bénéficié du soutien de nombreux travailleurs. Quels ont été, à votre avis, les principaux aspects de cette solidarité ?

R : Le plus bel exemple de solidarité de cette lutte, ça été le jour où 400 camarades de la Thomson ont débrayé pour venir à la porte de l'usine pour prêter main-forte contre le coup de force de la maîtrise Thomson et Ericsson, c'est le même patron. Le fait qu'ils soient venus nous soutenir, c'était un élément déterminant pour faire plier la direction. Les rapports suivis qu'il y a depuis longtemps entre les sections syndicales de nos deux boîtes avaient bien préparé à cette solidarité.

Tout au long de cette lutte, nous avons eu le souci constant de sortir de l'usine, de faire des actions spectaculaires à l'extérieur, bref « d'occuper le terrain ». (Y compris au niveau des moyens d'information). Blocage de trains, blocage d'avions, occupation de la poste, manifestation à la sous-préfecture, j'en passe : tous les jours, il y avait quelque chose. Il fallait que tous les travailleurs de Brest se disent : « Chez Ericsson, c'est pas fini ! »

Tout ça a été relayé par une campagne d'affiches. A travers l'achat d'auto-collants, à travers « les journées portes-ouvertes » dans l'usine occupée, grâce aux bals et aux spectacles qui ont été organisés, les travailleurs brestoises ont pu montrer qu'ils étaient solidaires de notre lutte pour qu'Ericsson ne soit pas un nouveau Transocéan 3 ».



Ericsson-Brest. Mercredi 7 mars à 9 heures du matin. Les ouvriers de l'usine Thomson-CSF de Brest ont débrayé pour venir soutenir leurs camarades d'Ericsson et pour dissuader les cadres et la maîtrise de l'usine d'Ericsson de tenter un coup de force contre le piquet de grève.